SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1865.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif aux étrangers.

*(Voir les N^{os} 22, 206, 236 et 243 de la Chambre des Représentants, et le
N^o 123 du Sénat.)*

Présents : MM. LONHIENNE, Président ; le Baron DELLAFAILLE, PIRMEZ, DE
COCK, et le Baron DE RASSE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Aux termes de l'article 128 de la Constitution, l'étranger qui se trouve sur le territoire de la Belgique jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la Loi, et ces exceptions, la Loi du 22 septembre 1835 est venue les poser. Il y avait lieu, en effet, de faire une distinction entre l'étranger jouissant paisiblement et honorablement en Belgique de l'hospitalité qui lui est généreusement accordée, et l'étranger qui, méconnaissant les devoirs que cette hospitalité lui impose, profite de son séjour dans le pays pour compromettre l'ordre à l'intérieur, ou troubler nos relations à l'extérieur.

Votre Commission a été unanime pour approuver le principe de la Loi, et reconnaître l'indispensable nécessité d'accorder au Gouvernement responsable de la tranquillité publique, les moyens de remplir les obligations que lui commande l'intérêt du pays. La Loi de 1835, qu'il s'agit de proroger pour la neuvième fois, donne toute satisfaction sur ce point, et la manière dont la Loi a été exécutée depuis trente ans prouve qu'elle a été des plus utiles et que le Gouvernement n'a usé qu'avec la plus grande sagesse et la plus extrême prudence du pouvoir qui lui avait été confié.

L'examen des articles n'a donné lieu à aucune observation. Votre Commission a vu avec plaisir le rétablissement du § 2 de l'article 2 de la Loi de 1835, qu'avait supprimé la Loi du 25 décembre 1841. Elle s'applaudit d'une mesure qui rend plus favorable la position de *l'étranger marié avec une Belge dont il a des enfants nés en Belgique pendant sa résidence dans le pays.*

(2)

Une autre modification apportée par la Chambre des Représentants au Projet de Loi présenté par le Gouvernement lui a paru des plus convenables, c'est de faire délibérer en conseil des Ministres l'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du Royaume dans le cas où il compromet la tranquillité publique; c'est une garantie de plus que la Loi sera exécutée de la manière la plus conforme au bien du pays, et par la pratique dans le passé on peut avoir l'assurance que la modération la plus grande continuera à présider à l'application d'une Loi dont l'intérêt suprême de l'État justifie la présentation et qui a été adoptée à l'unanimité par Votre Commission.

Le Président,
LONHIENNE.

Le Rapporteur,
Baron DE RASSE.